CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.711/2/V
du 17 juillet 2017

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions techniques destinées à l'admission à la circulation aérienne des aéronefs présentant un caractère historique et des aéronefs sans titulaire de certificat de type'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.711/2/V
van 17 juli 2017

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de technische voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van historische luchtvaartuigen en luchtvaartuigen zonder houder van typecertificaat'

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

Le 16 juin 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 2 août 2017, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions techniques destinées à l'admission à la circulation aérienne des aéronefs présentant un caractère historique et des aéronefs sans titulaire de certificat de type'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 17 juillet 2017. La chambre était composée de Yves KREINS, premier président du Conseil d'État, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juillet 2017.

*

Op 16 juni 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 2 augustus 2017 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de technische voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van historische luchtvaartuigen en luchtvaartuigen zonder houder van typecertificaat'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 17 juli 2017. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, eerste voorzitter van de Raad van State, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juli 2017.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, in fine, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, in fine, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## OBSERVATION GÉNÉRALE RELATIVE A LA COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ FÉDÉRALE

1. Dans le cadre de la procédure d'association des gouvernements de région, le Gouvernement flamand a exprimé son accord sur le projet d'arrêté royal examiné dans les termes suivants :

« De Vlaamse Regering beslist :

1. In te stemmen met bovengenoemd voorontwerp van koninklijk besluit mits aan de in bovengenoemde nota vermelde tekstuele en inhoudelijke (cf. 'Beoordeling op bevoegdheid', art. 26 en 27) opmerkingen tegemoetgekomen wordt en voor zover deze regels geen betrekking hebben op de geregionaliseerde materie van de vestigingsvoorwaarden. In dit verband wordt de federale overheid verzocht in haar adviesaanvraag bij de Afdeling Wetgeving van de Raad van State expliciet te willen vragen deze ontwerpregelgeving te willen toetsen aan de bevoegdheidsverdelende regels voorzien in de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

2. [...] ».

Les articles 26 et 27 du projet, ainsi visés, fixent :

– les conditions imposées aux instructeurs dispensant la formation visée à l'article 24, § 2, c), du projet, ou l'instruction requise pour la délivrance d'une qualification de type « Annexe II » (article 26 du projet) ;

– les conditions imposées pour être autorisé à conduire les épreuves d'aptitude ou les contrôles de compétence pour la délivrance, la revalidation ou le renouvellement d'une qualification de type « Annexe II » (article 27 du projet).

2. Dans l'avis n° 61.347/VR/4 donné le 19 juin 2017 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 30 août 2013 portant le Code ferroviaire', les chambres réunies de la section de législation se sont prononcées comme suit :

« 6.1. Dans les développements de la proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014, le transfert aux régions de la compétence de régler l'accès à la profession a fait notamment l'objet des commentaires suivants :

'Ces deux matières [à savoir 'les conditions d'accès à la profession/conditions d'établissement' et les 'implantations commerciales'] concernent une compétence actuellement réservée à l'autorité fédérale, en vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui prévoit comme exception à la compétence régionale en matière d'économie que les conditions d'accès à la profession,

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

à l'exception des compétences régionales pour les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme, restent fédérales.

Les deux éléments qui sont transférés recouvrent entièrement le champ d'application en matière d'accès à la profession, excepté les professions dont l'accès demeurera réglé au niveau fédéral (voir infra). C'est pourquoi cette compétence n'est plus formulée comme une compétence fédérale réservée, en tant qu'exception à la compétence régionale (VI, alinéa 5), mais est inscrite comme principe dans les compétences régionales en économie (VI, alinéa 1er).

[…]

*a. Conditions d'établissement/Conditions d'accès à la profession*

En vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'autorité fédérale est exclusivement compétente en matière de conditions d'accès à la profession, à l'exception des compétences régionales en ce qui concerne les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme.

Dans le cadre des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988, la notion de 'conditions d'accès à la profession' a été définie comme recouvrant les conditions d'accès aux professions commerciales et artisanales et les conditions d'accès aux professions libérales. La loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales a également été expressément mentionnée dans ce cadre comme tombant dans le champ d'application de la notion de 'conditions d'accès à la profession' (*Doc. parl*., Chambre, 1988, n° 516/6, p. 135).

Conformément à la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, la compétence réservée par cette disposition au législateur fédéral comprend 'notamment le pouvoir de fixer des règles en matière d'accès à certaines professions, de fixer des règles générales ou des exigences de capacités propres à l'exercice de certaines professions et de protéger des titres professionnels' (C.C., 55/92, 62/92 (lire : 69/92), 78/92, 88/95, 18/96, 120/98 et 67/99).

La présente proposition de loi spéciale a pour objet de transférer cette compétence aux régions. Un point 6° est inséré à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il complète les compétences des régions en ce qui concerne l'économie. L'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 6°, de la même loi spéciale est, quant à lui, abrogé (voyez l'article 18, b)).

Cette nouvelle disposition prévoit que les régions sont compétentes pour ce qui concerne les conditions d'accès à la profession, à l'exception des conditions d'accès aux professions intellectuelles prestataires de services et aux professions des soins de santé, comme développé ci-dessous.

Le transfert de compétence vaut également en particulier pour l'accès à la profession en matière d'accompagnement du transport dangereux et exceptionnel (voir l'article 23)' [1].

[1] *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité* : *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, pp. 88 à 90.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

6.2. À l'occasion de l'examen par la Chambre des représentants du projet devenu la loi spéciale du 6 janvier 2014, il a été précisé ce qui suit devant la Commission de révision de la Constitution et de la réforme des institutions :

'6. Accès à la profession

En ce qui concerne la répartition des compétences, les régions deviennent compétentes pour ce qui concerne l'accès à la profession, à l'exception de l'accès aux professions des soins de santé et aux professions intellectuelles prestataires de services. Les professions intellectuelles prestataires de services sont les professions qui répondent aux conditions fixées par la loi-cadre du 3 août 2007 relative aux professions intellectuelles prestataires de services, notamment les avocats, les notaires, les vétérinaires, etc. L'accès à ces professions relève encore du niveau fédéral.

Il peut encore être ajouté, comme indiqué dans les développements de la proposition, que 'la proposition de loi spéciale vise à transférer l'accès à la profession du niveau fédéral aux régions. Mis à part ce transfert de compétence aux régions, la proposition n'influence en rien les règles existantes de répartition des compétences matérielles et territoriales entre l'État fédéral, les communautés et les régions, ni l'étendue de celles-ci'.

De même qu'aujourd'hui la réserve de compétence en faveur de l'autorité fédérale en matière d'accès à la profession ne porte pas préjudice au système de reconnaissance et au régime d'autorisation des communautés ou des régions dans l'exercice de leurs propres compétences, l'attribution aux régions de la compétence en matière d'accès à la profession ne portera pas préjudice à la compétence des communautés ou de l'autorité fédérale de continuer à prévoir un système de reconnaissance et un régime d'autorisation dans le cadre de leurs compétences.

En ce qui concerne l'autorité fédérale compétente en matière de sécurité, les systèmes d'agrément et d'autorisation en la matière (loi du 10 avril 1990) restent donc une compétence fédérale' [2].

7. Il résulte des éléments qui précèdent que la compétence attribuée aux Régions de régler les conditions d'accès à la profession à l'exception des conditions d'accès aux professions des soins de santé et aux professions intellectuelles prestataires de services, ne porte pas préjudice à la compétence de l'autorité fédérale de prévoir des exigences de formation, des systèmes de reconnaissance ou des régimes d'autorisation ou de certification dans le cadre de l'exercice de ses compétences propres [3], comme c'était d'ailleurs auparavant le cas pour les communautés et les régions [4]. Pareilles règles ne s'analysent pas comme des 'conditions d'accès à la profession' au sens de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 6°, de la LSRI, mais constituent des exigences posées par l'autorité fédérale dans le cadre de ses compétences, en l'occurrence la compétence qui lui appartient, en

[2] *Note de bas de page n° 7 de l'avis cité* : *Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 53-3201/4, pp. 52-53. Voir l'avis 59.018/AG donné le 19 avril 2016 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agréments des formations'.

[3] *Note de bas de page n° 8 de l'avis cité* : voir notamment l'avis 57.300/1 donné le 21 avril 2015 sur un projet devenu l'arrêté royal du 29 juin 2015 'modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs', l'avis 57.371/VR/3 donné le 15 juin 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 juillet 2015 'tot wijziging van regelgeving met betrekking tot het mobiliteitsbeleid, de openbare werken en het vervoer en het verkeersveiligheidsbeleid, wat betreft bevoegdheden, overgedragen in het kader van de zesde staatshervorming' et l'avis 59.018/AG cité à la note précédente.

[4] *Note de bas de page n° 9 de l'avis cité* : voir C.C., 9 juillet 1992, n° 55/92, 5.B.12.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

vertu de l'article 6, §§ 1er, X, 2°*bis*, et 4, 3°, alinéa 1er, de la LSRI, de déterminer le régime juridique des voies ferrées gérées par la SNCB et d'établir les règles de police générale et la réglementation relatives aux communications et aux transports. Les dispositifs qui entendent faire en sorte qu'une entreprise ferroviaire ayant accès à l'infrastructure ferroviaire offre suffisamment de garanties sur le plan de sa couverture en matière de responsabilité civile et veiller à ce que les conducteurs et les accompagnateurs de train disposent des formations et partant, respectivement, des licences et brevets préalables à la délivrance des certificats requis par le code, relèvent de la gestion des voies ferrées dépendant de la SNCB [5] et de la police générale et la réglementation relatives aux communications et aux transports, ces dispositifs ayant pour objet d'assurer la sécurité et la fluidité de la circulation ferroviaire, indépendamment de la question de savoir si l'entreprise ferroviaire se livre à du transport de personnes ou de marchandises. Une telle matière relève de la seule compétence de l'autorité fédérale.

Dans l'exercice de cette compétence, l'autorité fédérale doit respecter le principe de proportionnalité en veillant à ne pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par les entités fédérées de leurs propres compétences, telle que la compétence des régions de régler l'accès à la profession. À cet égard, le dispositif en projet ne soulève pas de difficulté.

Il s'ensuit que l'autorité fédérale est compétente pour adopter les dispositions de l'avant-projet mentionnées aux points 3.2 à 3.4, notamment celles relatives à la couverture de la responsabilité civile des entreprises ferroviaires, ainsi qu'à la formation et à la certification des conducteurs et accompagnateurs de train ».

3. Ces considérations valent également pour le projet d'arrêté royal examiné, les exigences fixées dans ses articles 26 et 27 s'inscrivant dans le cadre de la compétence de l'Autorité fédérale en matière de police générale et de réglementation relative aux transports et aux moyens de transports (article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' – ci-après : L.S.R.I. –), ainsi qu'en matière de règles relatives à l'organisation et à la mise en œuvre de la sécurité de la circulation aérienne sur les aéroports régionaux et les aérodromes publics (article 6, § 4, 4°, L.S.R.I.). Elles ne constituent, dès lors, pas des conditions d'accès à la profession, au sens de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 6°, L.S.R.I.

4. Il revient toutefois au demandeur d'avis de tenir le Gouvernement flamand informé des suites réservées à l'ensemble des observations qu'il a formulées, pour que la formalité préalable de l'association des gouvernements de région puisse être considérée comme valablement accomplie.

[5] *Note de bas de page n° 10 de l'avis cité :* En tant que le champ d'application de la législation en projet est limité aux voies ferrées gérées par la SNCB, ce qui, vu l'article 2 du code qui n'est pas modifié par l'avant-projet, semble être le cas.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### Article 1er

À l'article 1er, il conviendrait de définir ce qu'il faut entendre par « qualification de type 'Annexe II (A)' » et par « qualification de type 'Annexe II (H)' ».

### Article 20

À l'article 20, alinéa 1er, la référence à l'article 37, § 3, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'portant exécution du Règlement (UE) n° 1178/2011 de la Commission du 3 novembre 2011 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au Règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil', doit être remplacée par une référence à l'article 30, § 3, de l'arrêté royal du 15 mars 1954 'réglementant la navigation aérienne'.

L'article 37, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013, a, en effet, remplacé l'article 30 de l'arrêté royal du 15 mars 1954.

### Article 24

À l'article 24, § 2, alinéa 1er, a), les mots « d'une licence de pilote d'avion multipilote (MPL) » ne figurent pas dans la version néerlandaise.

Le texte sera revu en conséquence, la même observation valant pour l'article 24, § 3, alinéa 1er, a).

### Article 25

L'article 25, alinéas 3 et 4, sera corrigé sur le plan de la langue et de la concordance des versions linguistiques.

Il est, à cet égard, renvoyé au point 4 de l'observation générale formulée ci-avant.

*

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ALGEMENE OPMERKING BETREFFENDE DE BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE OVERHEID

1. In het kader van de procedure van het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit, heeft de Vlaamse Regering in de volgende bewoordingen ingestemd met dit ontwerp:

> "De Vlaamse Regering beslist:
>
> 1. In te stemmen met bovengenoemd voorontwerp van koninklijk besluit mits aan de in bovengenoemde nota vermelde tekstuele en inhoudelijke (cf. 'Beoordeling op bevoegdheid', art. 26 en 27) opmerkingen tegemoetgekomen wordt en voor zover deze regels geen betrekking hebben op de geregionaliseerde materie van de vestigingsvoorwaarden. In dit verband wordt de federale overheid verzocht in haar adviesaanvraag bij de Afdeling Wetgeving van de Raad van State expliciet te willen vragen deze ontwerpregelgeving te willen toetsen aan de bevoegdheidsverdelende regels voorzien in de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
>
> 2. (...)."

Bij de artikelen 26 en 27 van het ontwerp waarnaar aldus verwezen wordt, worden de voorwaarden vastgesteld die opgelegd worden:

– aan de instructeurs die de in artikel 24, § 2, c), van het ontwerp bedoelde opleiding verstrekken of de opleiding die is vereist voor de afgifte van een typebevoegdverklaring "Bijlage II" (artikel 26 van het ontwerp);

– om de vaardigheidstests of de bekwaamheidsproeven te leiden voor de afgifte, de hernieuwing of nieuwe geldigverklaring van een typebevoegdverklaring "Bijlage II" (artikel 27 van het ontwerp).

2. In advies 61.347/VR/4 van 19 juni 2017 over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 30 augustus 2013 houdende de Spoorcodex' hebben de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving het volgende gesteld:

> "6.1. In de toelichting bij het voorstel dat tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 heeft geleid, heeft de overdracht aan de gewesten van de bevoegdheid om de toegang tot het beroep te regelen onder meer aanleiding gegeven tot de volgende opmerkingen:
>
> 'Beide aangelegenheden (namelijk 'de voorwaarden toegang tot het beroep/vestigingsvoorwaarden' en de 'handelsvestigingen') hebben betrekking op de

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

bevoegdheid die thans nog een federaal voorbehouden bevoegdheid betreft, krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6º, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat erin voorziet dat als uitzondering op de gewestbevoegdheid economie, de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme, federaal blijven.

De twee elementen die worden overgedragen, dekken het volledige toepassingsgebied inzake vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de beroepen waarvan de toegang federaal geregeld zal blijven (zie *infra*). Daarom wordt deze bevoegdheid niet langer geformuleerd als een federaal voorbehouden bevoegdheid als uitzondering op de gewestbevoegdheid (VI, vijfde lid), maar wordt deze principieel ingeschreven in de gewestbevoegdheden voor economie (VI, eerste lid).

(…)

*a. Vestigingsvoorwaarden/Voorwaarden toegang tot het beroep*

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6º, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is de federale overheid exclusief bevoegd ten aanzien van de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme.

In het kader van de voorbereidende werkzaamheden van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 werd de notie 'vestigingsvoorwaarden' gedefinieerd als de vestigingsvoorwaarden voor de commerciële en ambachtelijke beroepen, alsook de vestigingsvoorwaarden voor vrije beroepen. De wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen werd ook expliciet vermeld in dit kader als vallend onder het toepassingsgebied van de notie 'vestigingsvoorwaarden' (*Parl.St.* Kamer 1988, nr. 516/6, 135).

Overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof omvat de door die bepaling aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid 'onder meer de bevoegdheid om regels te stellen inzake de toegang tot bepaalde beroepen, om algemene regels of bekwaamheidseisen te stellen in verband met de uitoefening van sommige beroepen, beroepstitels te beschermen, enzovoort' (GwH, 55/92, 69/92, 78/92, 88/95, 18/96, 120/98 en 67/99).

Dit voorstel van bijzondere wet heeft als doel die bevoegdheid aan de gewesten over te dragen. Een punt 6º wordt ingevoegd in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het vult de bevoegdheden van de gewesten aan met betrekking tot de economie. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6º, van dezelfde bijzondere wet wordt opgeheven (zie artikel 18, b)).

Deze nieuwe bepaling voorziet erin dat de gewesten bevoegd zijn voor de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de voorwaarden voor de toegang tot dienstverlenende intellectuele beroepen en tot gezondheidszorgberoepen, zoals hieronder nader wordt toegelicht.

De bevoegdheidsoverdracht geldt inzonderheid ook voor de toegang tot het beroep voor de begeleiding van het gevaarlijk en uitzonderlijk vervoer (zie ook artikel 23).'[1]

[1] *Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 88-90.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

6.2. Naar aanleiding van het onderzoek door de Kamer van volksvertegenwoordigers van het ontwerp dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 is voor de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming van de instellingen het volgende gepreciseerd:

'6. Toegang tot het beroep

Wat betreft de bevoegdheidsverdeling inzake de toegang tot het beroep, wordt het principe dat, behalve inzake de gezondheidsberoepen en de intellectuele dienstverlenende beroepen, de toegang tot het beroep wordt overgedragen naar de gewesten. De dienstverlenende intellectuele beroepen [dat] zijn de beroepen die voldoen aan de voorwaarden van de kaderwet van 3 augustus 2007 betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen[,] blijven op het federale niveau. Dit betreft onder meer de advocaten, de notarissen, de dierenartsen, enz.

Daaraan kan nog worden toegevoegd dat, zoals de toelichting van het voorstel aangeeft, '(…) het voorstel van bijzondere wet ertoe [strekt] de toegang tot het beroep over te dragen van het federale niveau naar de gewesten. Behoudens deze bevoegdheidsoverdracht aan de gewesten, beïnvloedt het voorstel noch de bestaande regels ter verdeling van de materiële en territoriale bevoegdheden tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, noch de draagwijdte ervan.'

Zoals vandaag het bevoegdheidsvoorbehoud inzake de toegang tot het beroep ten voordele van de Federale Staat op geen enkele wijze afbreuk doet aan een erkennings- en vergunningsstelsel van de gemeenschappen of de gewesten binnen de uitoefening van hun eigen bevoegdheden, zal de toekenning van de bevoegdheid inzake de toegang tot het beroep aan de gewesten op geen enkele wijze afbreuk doen aan de bevoegdheid van de gemeenschappen of de federale overheid om te blijven voorzien in een erkennings- en vergunningsstelsel binnen het kader van hun bevoegdheden.

Wat betreft de federale overheid die bevoegd is voor de veiligheid, zullen de erkennings- en vergunningsstelsels [terzake] (wet van 10 april 1990) dus een federale bevoegdheid blijven.'[2]

7. Uit het bovenstaande vloeit voort dat de bevoegdheid die aan de gewesten is toegewezen om de vestigingsvoorwaarden te regelen met uitzondering van de voorwaarden voor toegang tot gezondheidszorgberoepen en tot dienstverlenende intellectuele beroepen, geen afbreuk doet aan de bevoegdheid van de federale overheid om te voorzien in opleidingsvereisten, erkenningsregelingen of vergunnings- of certificeringsstelsels in het kader van de uitoefening van haar eigen bevoegdheden,[3] zoals dit overigens voordien al het geval was voor de gemeenschappen en de gewesten.[4] Dergelijke regels zijn geen 'vestigingsvoorwaarden' in de zin van artikel 6, § 1, VI,

[2] *Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Parl.St.* Kamer 2013-14, nr. 53-3201/4, 52-53. Zie advies 59.018/AV, gegeven op 19 april 2016 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen'.

[3] *Voetnoot 8 van het geciteerde advies:* Zie onder andere advies 57.300/1, op 21 april 2015 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 29 juni 2015 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen', advies 57.371/VR/3, op 15 juni 2015 gegeven over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 2015 'tot wijziging van regelgeving met betrekking tot het mobiliteitsbeleid, de openbare werken en het vervoer en het verkeersveiligheidsbeleid, wat betreft bevoegdheden, overgedragen in het kader van de zesde staatshervorming' en advies 59.018/AV waarnaar in de vorige voetnoot verwezen wordt.

[4] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies:* Zie GwH 9 juli 1992, nr. 55/92, 5.B.12.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

eerste lid, 6°, BWHI, maar vereisten die opgelegd worden door de federale overheid in het kader van haar bevoegdheden, *in casu* de bevoegdheid die ze krachtens artikel 6, §§ 1, X, 2°*bis*, en 4, 3°, eerste lid, van de BWHI heeft om het juridisch stelsel vast te stellen van de spoorwegen beheerd door de NMBS en de regels van de algemene politie te bepalen en de reglementering op het verkeer en vervoer. De maatregelen die ervoor moeten zorgen dat een spoorwegonderneming die toegang heeft tot de spoorweginfrastructuur voldoende garanties biedt inzake de dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid en dat de treinbestuurders en -begeleiders de opleiding gekregen hebben en derhalve respectievelijk over de vergunningen en de brevetten beschikken die nodig zijn voor de afgifte van de attesten die door de Spoorcodex opgelegd worden, vallen onder het beheer van de spoorwegen die onder de verantwoordelijkheid vallen van de NMBS[5] en onder de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer. Die maatregelen strekken er immers toe de veiligheid en het vlotte verloop van het treinverkeer te waarborgen los van de vraag of de spoorwegonderneming zich bezighoudt met personenvervoer dan wel met goederenvervoer. Zulk een aangelegenheid valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de federale overheid.

Bij de uitoefening van die bevoegdheid dient de federale overheid rekening te houden met het evenredigheidsbeginsel waarbij zij erop moet toezien dat zij het voor de deelentiteiten niet onmogelijk of buitengewoon moeilijk maakt om hun eigen bevoegdheden uit te oefenen, zoals de bevoegdheid van de gewesten om de vestigingsvoorwaarden te regelen. Wat dat betreft levert het ontworpen dispositief geen moeilijkheden op.

De federale overheid is bijgevolg bevoegd om de bepalingen van het voorontwerp die in de punten 3.2 tot 3.4 vermeld worden aan te nemen, inzonderheid die inzake de dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de spoorwegondernemingen en die inzake de opleiding en de certificering van treinbestuurders en -begeleiders."

3. Die overwegingen gelden ook voor het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit, aangezien de voorwaarden bepaald in de artikelen 26 en 27 passen in het kader van de bevoegdheid van de federale overheid inzake de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer (artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' – hierna: de BWHI –) en inzake de regels betreffende de organisatie en de uitwerking van de veiligheid van het luchtverkeer op de regionale luchthavens en de openbare vliegvelden (artikel 6, § 4, 4°, BWHI). Het zijn bijgevolg geen voorwaarden voor toegang tot het beroep in de zin van artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 6°, BWHI.

4. Het staat evenwel aan de adviesaanvrager om de Vlaamse Regering op de hoogte te houden van het gevolg dat gegeven is aan alle opmerkingen die zij gemaakt heeft opdat het voorafgaand vormvereiste van het erbij betrekken van de gewestregeringen beschouwd kan worden als naar behoren vervuld.

[5] *Voetnoot 10 van het geciteerde advies:* In zoverre het toepassingsgebied van de ontworpen wetgeving beperkt is tot de spoorwegen die beheerd worden door de NMBS, hetgeen, gelet op artikel 2 van de codex, dat niet gewijzigd wordt bij het voorontwerp, het geval lijkt te zijn.

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### Artikel 1

In artikel 1 zou gedefinieerd moeten worden wat dient te worden verstaan onder "typebevoegdverklaring 'Bijlage II (A)'"en "typebevoegdverklaring 'Bijlage II (H)'".

### Artikel 20

In artikel 20, eerste lid, dient de verwijzing naar artikel 37, § 3, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 'tot uitvoering van Verordening (EU) nr. 1178/2011 van de Commissie van 3 november 2011 tot vaststelling van technische eisen en administratieve procedures met betrekking tot de bemanning van burgerluchtvaartuigen, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 216/2008 van het Europees Parlement en de Raad' vervangen te worden door een verwijzing naar artikel 30, § 3, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 'tot regeling der luchtvaart'.

Bij artikel 37 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 is artikel 30 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 immers vervangen.

### Artikel 24

In artikel 24, § 2, eerste lid, a), van de Nederlandse tekst ontbreekt de vertaling van de woorden "d'une licence de pilote d'avion multipilote (MPL)".

De tekst behoort dienovereenkomstig herzien te worden. Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 24, § 3, eerste lid, a).

### Artikel 25

Artikel 25, derde en vierde lid, behoort gecorrigeerd te worden op taalkundig vlak als wat de overeenstemming tussen beide taalversies betreft.

Er wordt in dat verband verwezen naar wat hierboven in de algemene opmerking *sub* 4 gesteld wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PREMIER PRÉSIDENT-DE EERSTE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Yves KREINS

‡LW-ABIRLDGDI-GBHBBVT‡